

LA RUPTURE POLITIQUE INTERGÉNÉRATIONNELLE CHEZ LES DESCENDANTS DE MIGRANTS BURKINABÈ EN CÔTE D'IVOIRE

Jérémie POGOROWA

*Assistant à l'Université Saint Thomas d'Aquin (USTA)/ Ouagadougou/
Burkina Faso
pogorowa.jp@gmail.com*

Résumé

Cet article étudie la rupture politique intergénérationnelle chez les descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire. Selon une perspective transnationale, il analyse leur émancipation politique vis-à-vis de leurs parents migrants. Cette analyse s'inscrit dans le cadre des travaux traitant des continuités et ruptures dans les représentations et expériences politiques entre les migrants et leurs descendants. L'objectif est de montrer comment ces croisements de pratiques politiques, à des époques et dans des lieux différents, contribuent à modifier l'engagement politique des descendants. Basés sur une approche qualitative, les résultats ont permis de lever le voile sur les facteurs explicatifs et les formes d'expression de la rupture politique. Ces jeunes s'affranchissent des normes et représentations sociales héritées de leurs parents. Ils mobilisent à cet effet des expériences militantes acquises en Côte d'Ivoire tout en adoptant de nouveaux comportements politiques générés par le contexte sociopolitique burkinabè.

Mots-clés: *rupture politique, engagement politique, descendants, migrants, pays d'origine.*

Abstract

This article studies the intergenerational political rupture among the descendants of Burkinabè migrants in Côte d'Ivoire. From a transnational perspective, he analyzes their political emancipation from their migrant parents. This analysis is part of work dealing with continuities and ruptures in political representations and experiences between migrants and their descendants. The objective is to show how these intersections of political practices, in different times and places, contribute to modifying the political commitment of descendants. Based on a qualitative approach, the results made it possible to lift the veil on the explanatory factors and forms of expression of the political rupture. These young people are freeing themselves from social norms and representations inherited from their parents. To this end, they mobilize the activist experiences acquired in Côte d'Ivoire while adopting new political behaviors generated by the Burkinabè political context.

Key words: *political rupture, political commitment, descendants, migrants, country of origin.*

Introduction

L'insurrection populaire d'octobre 2014, qui a eu lieu au Burkina Faso, a été un cadre révélateur de l'engagement politique des descendants

de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire. Leur présence dans l'espace public burkinabè n'est pourtant pas nouvelle. En effet, la « génération pionnière » des descendants de migrants burkinabè, de retour de Côte d'Ivoire, dans les années 1980-1990, affichait déjà une visibilité sociale et politique, à travers leur implication dans les mouvements syndicaux et politiques burkinabè. Toutefois, le contexte sociopolitique de cette dernière décennie laisse voir une génération des cadets sociaux revendiquer une rupture avec les normes et les représentations sociales héritées de leurs parents, rupture qu'ils présentent comme une explication de leur engagement politique.

Au sujet de l'expérience politique des jeunes, A. Muxel (2001: 12) a montré d'une part, une continuité dans les représentations et comportements politiques reçus en famille, et d'autre part, des ruptures d'expériences et d'interprétations politiques. Cette vision se rapproche de la subjectivation politique, entendue comme un « mouvement », un processus dont la réalisation ne signifie pas un rejet des comportements et représentations politiques hérités, mais leur « dépassement » (Touraine, 2015: 139). L'idée de dépassement aide à situer la rupture politique dans un rapport non pas dichotomique mais dialectique entre les descendants et leurs parents migrants. En effet, la rupture politique des descendants se construit comme un dépassement des représentations et normes sociopolitiques reçues des parents. À Ouagadougou, ces descendants se perçoivent et se décrivent comme politiquement différenciés des migrants, et ils affichent cette différenciation politique dans leurs discours et leurs comportements. Cependant, leur rupture politique ne saurait s'expliquer par la seule volonté d'émancipation vis-à-vis des normes et représentations héritées. En effet, leurs comportements politiques se nourrissent d'un ensemble de facteurs parmi lesquels figure l'impact du nouveau contact avec la conjoncture politique burkinabè de cette dernière décennie.

La question que l'on peut se poser est alors la suivante : quels sont les facteurs explicatifs de la rupture politique opérée par les descendants vis-à-vis des migrants ? En d'autres termes, il s'agit de s'interroger sur ce qui amène ces descendants à prendre de la distance, sur le plan politique, vis-à-vis de leurs parents migrants. L'hypothèse qui en découle est la suivante: la rupture politique opérée par les descendants de migrants burkinabè dérive d'une part, du nouveau contact avec la conjoncture politique burkinabè de cette dernière décennie, et d'autre part, de leur volonté d'émancipation vis-à-vis des normes et représentations sociales héritées.

Après avoir décrit les facteurs explicatifs et les formes d'expression de la rupture, la suite de l'analyse s'articulera autour de la rupture politique comme processus de réajustement continu, impliquant continuités et dépassement des représentations et normes sociales héritées, ainsi que l'impact du contexte sociopolitique burkinabè générant de nouveaux comportements.

Méthodologie

Cet article est issu d'une enquête de terrain réalisée en deux temps discontinus : la première phase de l'enquête qui s'est déroulée en mars 2015 à Ouagadougou, a été faite dans le cadre d'un master en science politique. Le thème portait sur les mouvements étudiants comme cadre d'analyse du politique au Burkina Faso. Deux structures syndicales étaient alors concernées : l'Association nationale des étudiants burkinabè (ANEB) et la Fédération estudiantine et scolaire pour l'intégrité au Burkina Faso (FESCI-BF). Ce deuxième syndicat a été créé par des descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire, nés pour la plupart dans ce pays et rentrés au Burkina Faso après le bac pour entreprendre leurs études supérieures. 26 étudiant-e-s avaient été enquêté-e-s, tous militants des deux principales structures syndicales. 70% des enquêté-e-s étaient des descendants de migrants burkinabè, nés en Côte d'Ivoire.

La deuxième phase de l'enquête, menée dans le cadre de ma thèse, s'est déroulée entre 2017 et 2019 à Ouagadougou et elle s'est intéressée uniquement aux descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire. L'objectif était d'examiner leur projet migratoire ainsi que les stratégies d'inscription sociale développées dans le cadre du retour au pays d'origine. C'est dans ce contexte que s'est posée la question du rapport au politique. Cette deuxième période de l'enquête a touché 99 étudiant-e-s.

Pour les deux phases de l'enquête, l'ensemble des enquêté-e-s étaient inscrits à l'université publique Joseph Ki-Zerbo et Thomas Sankara. Si la plupart d'entre eux étaient en cycle de licence, 12 parmi eux étaient de jeunes diplômés en licence et en maîtrise. Leur âge varie entre 21 et 32 ans. Leur retour à Ouagadougou se situe entre 2010 et 2019, ce qui signifie que presque tous ont vécu le processus qui a conduit à l'insurrection populaire d'octobre 2014. Parmi eux figurent d'anciens meneurs lycéens, ou d'anciens militants syndicaux, ou encore d'anciens membres d'associations à caractère religieux. L'ensemble des trajectoires militantes et politiques analysées dans cette recherche appartiennent à

une population essentiellement masculine, les jeunes femmes ne représentant que 12 % des enquêté-e-s. Ces dernières montrent une grande réserve en évitant les questions concernant l'engagement militant, syndical ou politique.

Durant le processus de l'enquête, les différents rôles que j'ai endossés ont également défini les attentes de ce groupe de descendants à mon égard. Nos relations se sont construites sur le principe de l'échange mutuel. Tout au long de l'investigation, ces jeunes m'ont donné de leur temps pour se raconter, pour me faire découvrir leur monde et pour me l'expliquer. Ma préoccupation a été de m'engager au plus près d'eux, de m'intéresser à ce qui constitue leurs réalités quotidiennes. C'est ainsi que le recours à la méthode dite « boule de neige » m'a conduit, au début de l'enquête, à ne rencontrer que des étudiants ayant des profils similaires. Il s'agissait essentiellement des militants de la FESCI-BF qui m'ont orienté vers leurs camarades de la même structure syndicale. Cependant les contacts noués lors de ma première enquête en 2015 m'ont permis de diversifier les enquêté-e-s et d'accéder à divers réseaux associatifs, syndicaux, religieux, etc. Cela a favorisé la prise en compte d'autres variables telles que la filière, l'appartenance associative, syndicale, politique ou religieuse, le sexe, la durée du séjour à Ouagadougou, afin de rendre l'échantillon plus hétérogène. Dans cette dynamique, le choix du lieu pour réaliser l'entretien a été significatif : choisir un lieu où prendre la parole pour qu'elle soit socialisée et entendue devant des témoins, dans un environnement qui participe de l'élaboration du récit de soi ; il s'agit des cités universitaires de Kossodo, de la Patte d'Oie, de la « Chinoise », des quartiers résidentiels des étudiants ainsi que du campus universitaire où j'ai réalisé un grand nombre d'entretiens.

L'intérêt porté à la situation de cette catégorie d'étudiants leur a laissé croire que nous menions un même combat, ce qui a contribué à libérer la parole chez certains enquêté-e-s. D'autres en ont profité pour dénoncer leurs conditions de vie et d'études. Les récits ont été élaborés, dans cette intention, en décrivant avec soin la complexité de leurs rapports sociaux et de leur situation au campus, en insistant sur « ce qui pose problème » et sur « ce qui manque ». L'élaboration de certains récits a été dictée par le souci de se faire entendre des autorités universitaires qui sont perçues comme des représentants du régime au pouvoir. Aussi certaines raisons invoquées par ces étudiants n'étaient-elles pas toujours réelles au sein d'une histoire individuelle et collective

mêlée et par eux largement reconstruite. Dans ce contexte, l'enquête a pu être « détournée » quelquefois et transformée par les militants syndicaux en un moment de témoignages généralisés et de revendications syndicales afin, pensaient-ils, de se faire entendre des autorités universitaires. Dans cette logique, certains enquêté-e-s ont tenté de m'assigner un rôle autre que celui de l'enquêteur : être leur porte-parole pour que leurs revendications soient entendues par les autorités universitaires. Mon rapport avec eux se devait donc d'être constamment renégocié.

En outre, lors de mon terrain en janvier 2017, alors que j'étais en entretien au campus avec Benoît (28 ans, diplômé en maîtrise d'économie), un étudiant de passage a crié vers nous : « *Il ne faut pas lui dire la vérité* ». Selon l'explication donnée par Benoît, on m'avait pris pour un journaliste. En effet, les journalistes, surtout ceux des médias d'État, n'étaient pas bien vus au campus de Ouagadougou. Ils étaient accusés de servir la cause du régime de Blaise Compaoré, de sorte que certains étudiants se montraient méfiants, voire hostiles vis-à-vis d'eux. Cette confusion de rôles a non seulement influencé certains entretiens mais aussi suggéré l'orientation politique de certains jeunes.

Cette étude s'est ainsi basée sur la méthode qualitative où des entretiens semi-directifs d'une part, et d'autre part, des entretiens biographiques et des récits de vies, ont constitué la principale source d'informations. Cette démarche a été complétée par l'observation participante. La méthode biographique, en particulier, s'inscrit dans l'interactionnisme symbolique et se veut une approche compréhensive des phénomènes sociaux. Selon l'argument développé par J.-P. Chauveau (2005: 63), l'explication de l'émancipation politique des descendants se doit d'être située dans des dynamiques internes des univers sociaux, politiques et religieux des migrants et de leurs descendants. Le recours à la méthode biographique révèle que leur engagement politique s'est nourri des crises sociopolitiques survenues en Côte d'Ivoire autour des années 2000, ainsi que des événements sociopolitiques qu'a connus le Burkina Faso au cours de cette dernière décennie. C'est pourquoi cette étude se fait dans une perspective transnationale.

1. Facteurs explicatifs et formes d'expression de la rupture politique

1. 1. Discours explicatif de la rupture politique sur fond de différenciation temporelle et spatiale

Les propos des enquêté-e-s mettent l'accent sur la différence de temps et de lieux qui structure respectivement la génération des migrants et celle de leurs descendants. La rupture politique des descendants s'exprime ainsi dans un discours qui cherche à montrer la différence, voire l'opposition intergénérationnelle entre les migrants et leurs descendants. Etant en Côte d'Ivoire, l'image que le descendant avait de son pays d'origine était essentiellement celle qui lui a été transmise par ses parents. Or ces derniers, souvent restés longtemps en Côte d'Ivoire, loin de leur pays d'origine, avaient été marqués par le pouvoir de Blaise Compaoré auquel ils étaient restés plutôt soumis. La plupart des descendants semblent avoir plus ou moins intériorisé cette attitude de soumission politique au régime Compaoré, jusqu'à leur arrivée à Ouagadougou. Mais le contact avec le pays d'origine, au regard des changements qui l'affectent et des transformations sociopolitiques qui le marquent, entraîne une remise en cause des perceptions et représentations politiques héritées de leurs parents. Ces jeunes estiment alors que leurs parents, vivant en Côte d'Ivoire, n'avaient plus une juste perception de la situation sociopolitique du Burkina Faso sous le régime de Blaise Compaoré.

En se basant sur cet argument de la méconnaissance supposée du pays d'origine, les descendants affichent leur différence politique et sociale avec leurs parents. D'après eux, la génération de leurs parents appartient à un autre temps politique, différent de celui qu'ils découvrent au Burkina Faso. Wéri (29 ans, L3 de géologie) explique comment, étant en Côte d'Ivoire, il n'adhérait qu'au régime de Blaise Compaoré, jusqu'à son retour à Ouagadougou en 2011 : « C'est arrivé ici [à Ouagadougou] qu'on s'est posé contre Blaise. Puisque quand tu es en Côte d'Ivoire, l'idole des Burkinabè-Ivoiriens, c'est Blaise ». Ici, c'est le rapport à la figure politique de Blaise qui constitue le critère de différenciation politique.

À Ouagadougou, les descendants rencontrent la politique dans un contexte différent de celui qu'a vécu la génération de leurs parents. Cette découverte les conduit à chercher à s'affranchir de certaines représentations politiques reçues de leurs parents. En se considérant

comme des acteurs du changement sociopolitique survenu au Burkina Faso en 2014, ils avancent que leurs parents adhéraient passivement à la politique de Blaise parce qu'ils ignoraient la réalité sociopolitique du pays. Ainsi la distance physique entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso empêcherait une juste compréhension et donc une juste appréciation des réalités sociopolitiques du pays d'origine. Ces descendants s'affirment en un « nous » générationnel politiquement différent de leurs parents. Les propos de Issoufou (25 ans, L1 de philosophie) montrent à quel point la rupture politique s'est cristallisée autour du rapport à la figure politique de Blaise Compaoré :

Les parents en Côte d'Ivoire étaient à 100 % en faveur de Blaise Compaoré. Ils ne cherchaient pas à comprendre. Même quand tu disais à un parent qu'il faut que Blaise quitte le pouvoir, il va se fâcher contre toi, te gronder [...]. Pour nos parents, c'était l'homme idéal. Or nous, c'est une nouvelle mentalité. Donc, c'est deux générations différentes.

Selon les récits des enquêté-e-s, les Burkinabè en Côte d'Ivoire étaient majoritairement et historiquement acquis au pouvoir de Blaise Compaoré. Pourtant, ni les 27 ans au pouvoir de ce dernier, ni le faible taux d'instruction qui a caractérisé pendant longtemps les Burkinabè de Côte d'Ivoire, ne suffisent pas à expliquer cette adhésion de la génération des migrants. A cela, il convient d'ajouter les gestes politiques initiés par Blaise Compaoré en faveur des Burkinabè de Côte d'Ivoire. Il s'agit surtout de son implication dans la résolution des conflits sociopolitiques qu'ont connus nombre de Burkinabè en Côte d'Ivoire. Ces crises portaient sur les questions identitaires et foncières opposant les « nationaux » aux « étrangers ».

En outre, la rupture politique est alimentée par le constat d'une différence de temps entre la génération des descendants et celle de leurs parents, rupture qui induit une différence de perception et de compréhension des événements sociopolitiques qui ont eu cours au Burkina Faso en cette dernière décennie. Aroun (26 ans, L3 de géologie) insiste sur cette différenciation temporelle : « Leur temps [celui des parents], ça n'a rien à voir avec notre temps [celui des descendants] ; eux, ils ont une conception des années 60. Alors que les choses ont changé ». Ainsi se construit une série d'oppositions entre « eux » et « nous », avec comme critère principal, le temps : « leur » temps (celui des migrants avant leur départ du Burkina Faso) est décrit comme étant différent de celui que leurs descendants découvrent à Ouagadougou. « Eux »

appartiennent au passé, tandis que « nous » appartenons au présent. « Eux » adhéraient au régime de Blaise Compaoré, tandis que « nous » avons chassé Blaise Compaoré du pouvoir.

A cette échelle temporelle, s'ajoute le critère de lieu. Aroun (26 ans, L3 de géologie) insiste sur cette différenciation spatiale : « Ce sont des parents qui ont quitté leur village pour aller directement en Côte d'Ivoire. Ils n'ont pas la maîtrise du terrain ; ils ne savent pas ce qui se passe à Ouagadougou ». Cette différenciation se fonde sur une série d'oppositions entre « eux » (les migrants) et « nous » (les descendants) : « leurs » itinéraires (ceux des migrants) partaient de leur village d'origine (au Burkina Faso) vers la Côte d'Ivoire, tandis que « notre » retour va de la Côte d'Ivoire vers Ouagadougou, la capitale burkinabè. « Leur » seul souvenir demeure leur village d'origine, tandis que « nous » avons une meilleure connaissance de la capitale burkinabè et du pays. « Eux » parlent du Burkina Faso en étant à l'extérieur ; tandis que « nous » connaissons désormais le Burkina Faso de l'intérieur.

Les migrants sont ainsi perçus par leurs descendants comme des « ruraux », tandis qu'eux-mêmes se considèrent comme des citoyens. La construction de ces différenciations sociales sur la base du temps et des lieux, joue sur la compréhension des événements sociopolitiques au Burkina Faso. Ces cycles d'oppositions, facteurs et expression de la rupture sociale et politique, montrent le passage d'une génération à une autre, et mettent en relief les différences de comportements qui les structurent.

1. 2. Des comportements militants, facteurs et expression de la rupture intergénérationnelle

L'expression de la rupture politique chez les descendants se traduit aussi par l'adhésion à la figure de Sankara, le père de la révolution burkinabè. C'est comme si le rejet de la figure de Blaise Compaoré ouvrait la porte à une réappropriation, par ces jeunes burkinabè, de la figure de Sankara. Cette exaltation de l'image de Sankara est portée par des mouvements de la société civile, tels que le Balai Citoyen, le Cadres deux heures pour nous, deux heures pour Kamita, etc., et par des syndicats comme la FESCI-BF. « Nous sommes les fils de Thomas Sankara », déclarait Smokey, l'un des fondateurs du mouvement le Balai Citoyen, le 31 octobre 2014 à la « Place de la Révolution », après l'annonce de la démission de Blaise Compaoré. Ce réveil de la « génération Sankara » connaît une adhésion des descendants de migrants

burkinabè revenus de la Côte d'Ivoire. Bien que la plupart n'aient pas vécu la révolution sankariste, « la période révolutionnaire est devenue pour eux une sorte de "légende" des possibles au Burkina » (Mazzocchetti, 2010: 207). Elle est aujourd'hui mobilisée de façon idéalisée dans la période post-insurrectionnelle. Sankara incarne pour eux la figure du « résistant » dans une optique anti-impérialiste (Boukari-Yabara, 2014: 253).

Au delà de cette identité collective que rallie la figure de Sankara, dans le tournant des années 2013-2014, on assiste à la naissance d'autres organisations de la « société civile » burkinabè: le CAR (Collectif anti-référendum), le M 21, le Mouvement « Ça suffit ! », le Front de résistance citoyenne, etc. Les conditions de naissance de ces organisations de la société civile et les objectifs de revendication politique et citoyenne que leurs fondateurs se sont fixés, les mettent nettement en position de rupture avec le régime Compaoré. Nombre de descendants de migrants burkinabè, de retour à Ouagadougou trouvent dans ces organisations de la société civile, des lieux d'expression politique. Augustin (29 ans, maîtrise en droit) décrit le contexte sociopolitique burkinabè comme un laboratoire de fabrique du sujet politique. Arrivé au campus de Ouagadougou en 2013, cet étudiant participe aux différentes luttes estudiantines et sociopolitiques entre 2013 et 2015:

Il faut dire que tout ce que j'ai vécu ici depuis 2013 m'a beaucoup galvanisé : les luttes en cité, les mobilisations syndicales et politiques, l'insurrection populaire ; tout ça m'a galvanisé dans ma conviction politique. C'est le contexte d'ici qui veut faire de moi ce que je veux devenir : un homme politique.

Le contexte sociopolitique burkinabè est présenté par nombre d'enquêtés comme un espace de socialisation politique. L'engagement syndical et associatif est un lieu de formation politique où se prépare leur projet politique : « Moi, mes ambitions, c'est de faire la politique. Je ne cache pas mes intentions. Je veux faire la politique », confie Koanda (24 ans, L1 de philosophie). L'engagement syndical, en particulier, est un investissement pour leur devenir politique. Certains apprentissages politiques à travers l'engagement syndical ont commencé depuis la Côte d'Ivoire. En effet, des témoignages montrent que la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) a été pour eux un lieu d'apprentissage politique. Né en 1990, ce syndicat s'est voulu « plus proche des nouveaux partis d'opposition et particulièrement du Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo » ; ainsi « la FESCI était

devenue une force politique au service de l'opposition qui, entre 1990 et 2000, n'a cessé de la mobiliser dans l'arène politique » (Akindès et Fofana, 2011: 216). Impliqués dans les luttes syndicales depuis la classe de 4^e, nombre de descendants ont eu des trajectoires marquées par les événements sociopolitiques ivoiriens. L'engagement syndical en période de crise post-électorale revêt une dimension politique. Ce syndicat scolaire, en temps de crise sociopolitique, était devenu un enjeu politique. La plupart des descendants qui ont milité au sein de la FESCI étaient donc politiquement marqués. Plus de la moitié des enquêté-e-s (55,21 %) ont appartenu à la FESCI. Lorsqu'on considère uniquement les jeunes hommes, ils sont 67,72 %.

Ce constat ne devrait cependant pas faire perdre de vue le fait que d'autres descendants n'ont adhéré à un mouvement militant que depuis leur retour au Burkina Faso. En effet, la visibilité politique de certains descendants à Ouagadougou existe à côté de l'invisibilité politique d'autres. Abdouramane (25 ans, L1 de droit) raconte qu'il se montre réservé par rapport aux syndicats et partis politiques : « Je ne suis pas engagé dans ces choses-là. J'évite de rentrer dans ces structures-là. Parce que, quand on regarde, il n'y a pas de sérieux dedans ». Sayouba (29 ans, L1 de maths-physique) et Haro (27 ans, L2 de maths-physique) déclarent qu'ils se tiennent aussi à distance de tout engagement politique. Ils expliquent cette attitude par les conditions difficiles qui ont jalonné leurs parcours scolaires. Pour cette catégorie de jeunes, « les luttes leur apparaissent comme manipulées par le politique et comme une perte de temps » (Mazzocchetti, 2006: 100). Leurs propos « allient donc un vif mécontentement et un fort sentiment d'impuissance. Ils ne veulent pas se mettre au-devant des luttes ni se lancer dans l'action » (Mazzocchetti, 2006: 101).

Ainsi, contrairement aux affirmations qui attribuent globalement aux descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire, le monopole de la contestation et des mobilisations sociopolitiques, on découvre que ces actions sont le fait d'une minorité active très politisée qui trouve dans le contexte sociopolitique burkinabè, des ressources nécessaires à leur engagement. Ces leaders existent à côté d'une autre catégorie « silencieuse », mais qui n'est pas sûre de résister à la tentation d'une offre politique.

1. 3. Ascension scolaire et sentiment patriotique : une explication de la différenciation politique

Dans les récits des enquêté-e-s, la rupture politique entre les descendants et leurs parents s'explique aussi par cette formule récurrente : « Le problème, c'est que nos parents n'ont pas fait l'école ». En effet, en considérant le niveau d'instruction de leurs parents, il apparaît que la plupart des enquêté-e-s sont issus d'un ménage non scolarisé. La formule « nos parents n'ont pas fait l'école » est révélatrice de ce que l'école est une institution créatrice de différenciation sociale entre, d'une part, la génération des descendants qui se considèrent comme des instruits, et d'autre part, celle des migrants perçus comme des analphabètes. Cela produit deux générations culturellement différentes, voire opposées dans la perception du politique. Cette différenciation sociale et culturelle correspond à une ascension scolaire de cette population migratoire. L'absence d'instruction qui caractérise la génération des migrants est source de rupture sociale, culturelle et politique avec la génération de leurs descendants. Cette différence repose sur l'argument que l'école est un critère de distinction sociale. A ce sujet, J. Mazzocchi a montré que la scolarisation constituait un élément de rupture entre les étudiants burkinabè et leur famille.

[Ces jeunes instruits] occupent une place singulière dans la sphère familiale qui leur donne à la fois des libertés et des obligations spécifiques. Au fur et à mesure de leurs parcours scolaires, ils se construisent « autres », « intellectuels », « supérieurs » tout autant qu'ils sont progressivement perçus et construits « autres ».[...] Cette socialisation différente, à la marge, a une incidence sur les processus de construction identitaire des jeunes scolarisés, sur les rapports entretenus avec les familles et l'entourage, ainsi que sur les attentes réciproques (Mazzocchi, 2014 : 55).

L'élévation du capital culturel d'une génération à l'autre modifie le positionnement, les représentations, et donc le rapport au politique. A ce sujet, A. Muxel fait remarquer que « la propension à parler de politique est plus ou moins facilitée selon le milieu social et culturel dans lequel le jeune évolue »(2001: 74). Ainsi, la rupture politique entre les descendants et les migrants peut être saisie comme une explication de la modification d'identité sociale et politique due à l'ascension scolaire des descendants. Dans une perspective de mobilité scolaire ascendante, l'acquisition du capital culturel est un facteur de distanciation sociale et politique par rapport au groupe d'appartenance d'origine et à la famille. L'acquisition par les descendants d'un niveau d'instruction que les migrants n'ont pas

eu, peut produire «une dissemblance» politique entre les deux générations (Michon, 2010). F. de Singly (2005) estime que les parents peuvent être fiers de leurs enfants, mais ne plus les reconnaître tout à fait. Dans un contexte de luttes et de mutations sociopolitiques, certains descendants font preuve de connaissances en matière politique, avec un niveau d'information élevé (Muxel, 2001 : 12). Toutefois, M. Segalen et ses collègues apportent une nuance.

En dépit de leur hétérogénéité, depuis les migrants analphabètes jusqu'aux étudiants venant poursuivre leurs études supérieures, toutes les familles accordent une grande importance à la scolarité de leurs enfants. [...] Il n'est pas toujours nécessaire de disposer d'un capital culturel pour assurer la réussite scolaire de ses enfants (Segalen *et al.*, 2011 : 70)

Une des conséquences de cette ascension scolaire a été le sens donné au retour au pays d'origine par certains descendants. En effet, le retour est décrit par les concernés comme un acte patriotique. L'amour de la patrie, mêlé au désir d'investir leurs «compétences» au service du développement de ce pays, est communément évoqué dans les récits des enquêtés. C'est le cas de Issoufou (26 ans, L1 de philosophie) : « Il fallait que je vienne pour servir ma patrie [...] Le Burkina Faso de demain nous appartient ; il faut qu'on soit là au moment où le pays a besoin de nous ». Cet étudiant est arrivé à Ouaga en 2014, au moment de l'insurrection populaire. Ce fut un moment de grandes mobilisations sociopolitiques contre le régime de Blaise Compaoré. Des manifestants ont pu éprouver des sentiments de fierté d'avoir participé à des luttes citoyennes. Mahamadi (27 ans, L3 d'économie) explique son retour en mettant en avant la fibre patriotique : « On a pensé que le pays allait avoir besoin de ses fils ; on a jugé bon de rentrer pour servir le pays ». Adja (24 ans, L1 de lettres modernes) met en avant les avantages qu'elle avait en Côte d'Ivoire : « On m'a même proposé de m'inscrire dans une grande école [à Abidjan], mais j'ai dit non ; je vais venir au Burkina ». Cette étudiante présente son retour comme un renoncement à des avantages supposés exister en Côte d'Ivoire. C'est un acte de reconnaissance envers son pays d'origine. Ainsi présenté, le retour ne signifie plus une fermeture de possibilités en Côte d'Ivoire, comme le montre Baga (24 ans, L1 de droit) : « On a quitté la Côte d'Ivoire, c'est par patriotisme, sinon si c'est la belle vie, nous en faisons en Côte d'Ivoire ; mais c'est par amour pour le pays que nous sommes là ».

Il serait pourtant illusoire de considérer que seuls les sentiments

d'appartenance nationale et le désir de servir son pays d'origine soient les motifs qui expliquent le retour des descendants (Plaza, 2008). Le sentiment patriotique revendiqué est souvent né ou a été renforcé par l'engagement militant à Ouagadougou. Ces jeunes découvrent des pratiques et des valeurs citoyennes qu'ils tentent de s'approprier. Il s'agit donc de discours reconstruits par les descendants eux-mêmes en vue de donner un sens et une valeur patriotique à leur retour (Pogorowa, 2020, 2022). Ces changements de perception du retour participent de la construction du rapport au politique. Ces réajustements d'attitude visent à construire un rapport positif à soi et à son retour, ainsi qu'à valoriser son rapport à la patrie. C'est aussi une réponse à leurs compatriotes restés au pays d'origine, qui ont le sentiment d'avoir œuvré plus que les migrants et leurs descendants au développement de leur pays. En effet, dans l'imaginaire social burkinabè, les migrants et leurs descendants sont perçus comme des personnes qui n'aiment pas leur pays, même si leur succès économique est apprécié (Coulibaly *et al.*, 1980 : 94). C'est pourquoi, ces descendants tentent de se débarrasser de ce cliché, en faisant valoir leur amour pour la patrie afin de se distinguer de leurs propres parents toujours en migration.

2. L'engagement politique des descendants, un processus de réajustement continu

2. 1. La conjoncture politique burkinabè, une composante essentielle mais pas suffisante

Les descendants de migrants burkinabè découvrent au Burkina Faso, une situation sociopolitique différente de celle transmise par leurs parents. Leurs comportements politiques, dans ce contexte nouveau, connaissent une rupture avec ceux de la génération des migrants. En effet, « le changement générationnel peut se comprendre par la notion de “nouveau contact” qui a lieu lorsque des jeunes entrent en contact avec leur héritage socioculturel, et développent une nouvelle perspective sur celui-ci, sur la base de leur situation historique différente » (Madore, 2013 : 15).

Avant les événements sociopolitiques ayant conduit à l'insurrection populaire d'octobre 2014, les migrants burkinabè en Côte d'Ivoire et leurs descendants étaient peu présents dans les débats sociopolitiques de leur pays d'origine. Si cette invisibilité sociale et politique s'expliquait en partie par le faible taux d'instruction des migrants burkinabè et de leurs descendants en Côte d'Ivoire, on ne

devrait pas perdre de vue le fait que le droit de vote des Burkinabè de l'étranger ne leur a été reconnu qu'en 2009, grâce à l'adoption de la loi 019-2009/AN, avant d'être appliquée, pour la première fois, lors de l'élection présidentielle de 2020. L'octroi de ce droit de vote a pu contribuer à forger une conscience citoyenne chez certains individus.

Dès lors, nombre de descendants apparaissent dans l'espace public de leur pays d'accueil comme dans celui de leur pays d'origine et s'expriment sur la vie sociopolitique de leur pays d'origine. Ce réveil de la « diaspora burkinabè » en Côte d'Ivoire, notamment sa jeunesse scolarisée, est à situer dans ce contexte. Ainsi, l'attention des Burkinabè en Côte d'Ivoire, portée sur la vie politique de leur pays d'origine, s'est renforcée progressivement. La fin de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire et le renforcement des relations diplomatiques entre les deux pays, à travers le Traité d'Amitié et de Coopération (TAC), ont aussi contribué à la visibilité politique et sociale des descendants dans l'espace public ivoirien et burkinabè.

Toutefois, le tournant de l'insurrection populaire d'octobre 2014 demeure le moment fort de la rupture politique entre les descendants et les migrants. A ce sujet, les descendants tiennent un discours d'appropriation de l'insurrection populaire ayant entraîné la chute du régime de Blaise Compaoré. Ils se considèrent comme les acteurs ayant provoqué la chute du régime Compaoré : « Ça m'a marqué positivement, puisque nous aussi, on s'est approprié au fait la chose quoi ; c'est quand nous sommes arrivés que Blaise est parti ; c'est nous les révolutionnaires », confie Lengani (23 ans, L2 d'économie). Pema (26 ans, 2^e année de journalisme et L2 de philosophie) affiche sa fierté d'avoir été témoin de cet événement : « Quand je suis rentré en 2014, je n'étais pas dans les rues ; mais le simple fait d'être sur le sol burkinabè et de voir le soulèvement populaire, m'a permis d'être plus à l'aise et de me sentir fier d'être Burkinabè ». Ainsi, à la faveur de l'insurrection populaire, on a assisté à un changement de paradigme dans le rapport au politique et à l'espace public burkinabè chez les descendants de migrants, revenus de la Côte d'Ivoire.

Pourtant, comme le souligne L. Lardeux (2018: 70), si un événement inattendu dans le pays d'origine, tel que l'insurrection populaire « peut contribuer à éveiller ou réactiver des désirs d'agir à partir d'une offre militante et politique, les ressorts de l'engagement » pour les descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire, de retour à Ouagadougou, « ne sont pas à rechercher que dans l'exceptionnel, l'inédit

ou le “fait historique”; le quotidien, le quartier, l’ordinaire peuvent aussi comporter des situations » qui les incitent à agir politiquement contre le régime en place dans leur pays d’origine.

Cette forme naissante d’action collective transnationale de la part de jeunes originaires de pays en phase de transition politique ou de conflit peut être interprétée en termes de rupture événementielle qui implique de profonds remaniements dans la façon de s’impliquer et de participer à la vie civique. À chaque soubresaut de l’évènement, ce sont aussi de nouvelles activations mobilisatrices qui se créent et qui contribuent aussi à durcir la frontière entre un avant et un après évènement (Lardeux, 2018: 68-69).

En effet, l’insurrection populaire a été précédée d’autres événements sociopolitiques, tels que les mobilisations estudiantines de la fin des années 1990 liés à l’assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998. Cet évènement a fait émerger dans l’espace public burkinabè, des figures de descendants de migrants burkinabè revenus de la Côte d’Ivoire.

La rupture politique entre la génération des migrants et celle de leurs descendants n’est pas quelque chose d’immuable. Bien au contraire, ce réajustement politique est le résultat d’un contexte sociopolitique dynamique, en constante mutation. En effet, I. Taboada-Leonetti a montré que les jeunes en mobilité doivent faire face à des « situations qui définissent des rôles sociaux différents. Cela donne lieu à une réévaluation de leur statut social, à un ajustement quotidien en réaction aux nouvelles situations auxquelles ils sont confrontés » (1989 : 96). A la suite des nouvelles études qui n’opposent plus les rapports intergénérationnels, il importe de mettre l’accent sur les rapprochements et les négociations qui se jouent et se nouent entre la génération des descendants et celle des migrants (Madore, 2013 : 17-18). La notion de génération elle-même n’est plus une opposition dichotomique entre deux catégories chronologiques. Au-delà des affrontements liés aux conflits de générations (Cartier, Spire, 2011), la génération des descendants est à considérer comme une catégorie sociale et politique dont l’émancipation plonge ses racines dans les trajectoires migratoires.

2. 2. La rupture politique, une émancipation des imaginaires sociaux et religieux

La socialisation politique des descendants s’est faite à travers divers contextes et dans des lieux variés de la Côte d’Ivoire et du Burkina Faso. Elle a eu comme conséquence une prise d’autonomie des jeunes à

l'égard de leurs parents. Dans le pays d'accueil, les descendants étaient marqués par le contexte sociopolitique ivoirien. Il s'agissait, entre autres, du débat politique sur « l'ivoirité ». Nés entre 1986 et 1997, la plupart des enquêtés-e-s ont vu leur enfance et/ou leur adolescence marquée(s) par les événements sociopolitiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire au début des années 2000. Pema (26 ans, 2^e année de journalisme et L2 de philosophie) témoigne de l'influence de la crise sociopolitique ivoirienne sur son engagement politique. A ce sujet, A. Muxel (2001: 76) montre que c'est au cours de l'enfance et de l'adolescence que se dessine le profil du futur homme politique.

Dans le contexte ivoirien, l'engagement syndical de la plupart des descendants s'est fait malgré l'interdiction parentale : « On [les parents] m'a interdit de participer à ces genres de mouvements, que ce soit les syndicats ou les mouvements politiques » (Souley, 22 ans, L1 d'histoire et archéologie). En effet, se sentant étrangers et perçus comme tels en Côte d'Ivoire, les migrants burkinabè estiment qu'il n'est pas prudent pour leurs enfants de s'engager dans la vie syndicale : « On ne militait pas en Côte d'Ivoire parce qu'on était étranger », confie Adja (24 ans, L1 de lettres modernes). Le fait d'être étranger devient un sentiment mis en avant par les migrants pour interdire à leurs enfants tout engagement militant dans la société d'accueil. Une partie des descendants intériorise cette norme tandis qu'une autre l'intègre en partie ou non.

Cette crainte est mue par l'idée qu'on n'est pas « chez soi » en migration. Dans la logique des migrants, l'étranger se doit d'être discret et ne pas se mêler des luttes internes de la société d'accueil. Un proverbe *moaga*, au Burkina Faso, l'exprime bien : « Dispute familiale, que l'étranger ne s'en mêle pas » ; dit autrement en langue *mooré*, *Buudé z̄abre, ne z̄imba da lob a toog ye*. Cette norme sociale est transmise par les migrants burkinabè à leurs descendants en vue de réguler leurs conduites à l'intérieur de la société d'accueil. La « réserve » dans le comportement est de mise lorsqu'on est étranger. La « réserve » dans le langage est aussi transmise comme une valeur sociale : « La bouche de l'étranger se doit d'user de beaucoup de sauce non de beaucoup de paroles » ; dit autrement en langue *mooré* : *saan noor kaada z̄èdo ka kaad goam ye* (Damiba, 2016). Mais la plupart des descendants ne comprennent pas pourquoi cette norme sociale reste en vigueur au Burkina Faso, lorsqu'ils sont de retour « chez eux », dans leur pays d'origine. En réalité, très peu s'en soucie désormais. Certes, ils savent qu'ils sont considérés dans leur pays d'origine comme de « nouveaux arrivants » par ceux qui sont nés et restés au pays d'origine.

Ces perceptions soulignent leur différence et leur étrangeté par rapport aux « natifs » du pays. La politique peut alors se révéler comme un lieu d'émancipation de ces formes d'assignation identitaire.

L'engagement politique de ces jeunes représente une forme d'émancipation de la soumission sociale et politique héritée de leurs parents. La rupture politique, amorcée par les descendants depuis la Côte d'Ivoire, se renforce au Burkina Faso en raison de la conjoncture politique. Cette rupture plonge d'abord ses racines dans les stratégies mises en œuvre par eux depuis la Côte d'Ivoire pour contourner la mesure de contrôle social imposée par leurs parents. Ainsi on ne devrait pas concevoir que la rupture politique a succédé de façon chronologique à la soumission politique telle que le laissent percevoir les enquêté-e-s. En effet, alors que les migrants éduquaient à la soumission politique, leurs descendants élaboraient en même temps des stratégies de contournement ou de résistance face aux normes édictées.

L'argument religieux peut être aussi convoqué pour expliquer la soumission sociale et politique chez les migrants. En effet, la population des enquêté-e-s est composée majoritairement de musulmans (56,43 %) et moyennement de chrétiens (34,65 %). La migration vers la Côte d'Ivoire a été pour certains Burkinabè l'occasion d'un passage de la religion traditionnelle à la religion musulmane, comme l'explique Baga (24 ans, L1 de droit) : « Lorsque les parents se retrouvent en Côte d'Ivoire, ils changent de religion. Ils ne sont plus traditionalistes, ils sont devenus musulmans ». En fonction des appartenances religieuses, le rapport au politique n'est plus le même. Dans le cas du Burkina Faso, F. Madore (2016) a émis l'hypothèse d'un changement de paradigme dans l'attitude de la communauté musulmane face aux débats sociopolitiques dans l'espace public, en montrant le décalage de plus en plus important entre la génération des aînés et celle des cadets sociaux. Cet auteur a montré comment la génération des aînés était absente des débats sociopolitiques, tandis que celle des cadets se montre plus présente dans l'espace public.

Dans la même perspective, A. Vanvyve (2016), dans son article intitulé « L'érosion de l'autorité musulmane à Ouagadougou: le discours de militants de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans au Burkina », a décrit la fracture générationnelle (entre cadets et aînés sociaux) dans l'espace public burkinabè. Cette notion de fracture générationnelle se rapproche de celle de rupture politique intergénérationnelle mise en avant dans mon étude. A. Xavier (2004: 107)

a, pour sa part, analysé l'évolution du rapport entre religion et politique au Sénégal, en soulignant le « processus d'autonomisation politique des *taalibe* vis-à-vis de leur marabout »; se pose ici la question de l'émancipation politique des cadets vis-à-vis des aînés sociaux.

En se basant sur le critère de l'appartenance religieuse, toutes ces considérations montrent comment la soumission sociale et politique développée par la religion musulmane se trouve mise en cause par les cadets sociaux qui s'affichent désormais dans l'espace public. Cette forme d'émancipation religieuse et politique des descendants de migrants musulmans se traduit par la participation aux mobilisations politiques et par les prises de parole dans l'espace public. C'est pourquoi la rupture politique des descendants est à inscrire dans une dynamique d'émancipation des normes et représentations sociales et religieuses héritées des parents. En plus de cela, l'engagement politique des jeunes est alimenté par des motivations et intérêts personnels.

2. 3. Attitudes clientélistes, motif de l'engagement politique

L'engagement politique des descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire repose sur un faisceau de facteurs parmi lesquels figure le clientélisme politique. En effet, la position des descendants semble ambiguë dans le rapport au politique: ils sont « à la fois clients, mobilisés selon leurs capacités, [...] revendiquant une autonomie générationnelle », tout en affichant la rupture avec la génération de leurs parents (Le Meur, 2005: 108). En prenant en compte leur condition difficile de vie et d'étude, il apparaît que l'idée selon laquelle l'engagement politique procure un avantage économique semble répandue chez les jeunes en général, et chez les descendants en particulier : « J'ai plusieurs amis qui aujourd'hui ont décidé de s'affilier à des partis politiques pour espérer avoir souvent un peu de sou » (Issoufou, 26 ans L1 de philosophie). Pour nombre d'entre eux, l'engagement politique n'est pas perçu seulement comme une lutte « désintéressée », mais comme une lutte pour le « ventre ». Ils intègrent les partis politiques pour avoir à « manger ».

Avant l'insurrection populaire, certains descendants s'alignaient derrière le régime de Blaise Compaoré. J. Mazzocchetti (2006: 92) a montré que, pour les concernés, le fait de rentrer dans le système du parti au pouvoir semblait être le moyen le plus rapide et efficace de « réussir ». En effet, concevoir un avenir en dehors du régime au pouvoir était difficile pour ces jeunes qui arrivaient à Ouagadougou dans des conditions de vie et d'étude difficiles. Mandé (27 ans, L2 de géologie)

témoigne que la plupart de ses pairs qui adhéraient au régime de Blaise Compaoré parce qu'attirés par l'intérêt économique, avaient leurs parents en Côte d'Ivoire : étant laissés à eux-mêmes, « ils ne voient que leurs intérêts, c'est-à-dire ce qui les arrange ». Ces propos montrent des jeunes particulièrement « sensibles » aux sollicitations des hommes politiques. Cette attitude peut être qualifiée de clientéliste, au sens où se réalisent des transactions matérielles, mais aussi symboliques entre des hommes politiques et des jeunes en échange d'un soutien politique (Kibora, 2019 : 78-79). C'est ainsi que les descendants de migrants burkinabè de retour de la Côte d'Ivoire « sont accusés d'être facilement corruptibles » (Zongo, 2010 : 37).

Pour nombre d'entre eux, devenir riche et faire de la politique vont de pair. Augustin (29 ans, maîtrise en droit) associe l'argent à la politique, de sorte que, faire de la politique est un moyen d'enrichissement : « Des partis politiques sont venus pour nous voir. Donc des 20 000 FCFA (soit 30 €), des 50 000 FCFA (soit 76 €) étaient glissés à chaque fois qu'on allait à une rencontre. [...] Je connais des gens qui ont embrassé la politique et qui ont des ventres bien remplis actuellement ». Ces propos montrent que les comportements des hommes politiques sont parfois « dominés par la catégorie du ralliement clientéliste » (Mazzocchetti, 2006 : 91-92). Ce type de comportement est certes vérifiable chez certains sans s'appliquer à tous les descendants de migrants.

La distance « officiellement » entretenue par certains jeunes vis-à-vis des partis politiques vise à se conformer aux principes des structures syndicales et autres organisations de la « société civile », qui interdisent à leurs militants l'adhésion officielle à un parti politique. L'engagement dans un syndicat implique le renoncement officiel à l'appartenance à un parti politique, sans que cela soit un renoncement à faire de la politique. Selon nombre de militants syndicaux, l'interdiction d'adhérer à un parti politique vise à les protéger des éventuelles manipulations de la part des hommes politiques. En effet, celui qui se fait remarquer comme leader syndical ou associatif ne tarde pas à recevoir des « propositions intéressantes » de la part des hommes politiques. Et il n'est pas facile de résister dans ce cas (Mazzocchetti, 2009). Divers travaux ont montré les risques d'instrumentalisation des associations et syndicats de migrants et de leurs descendants par le monde politique (Mutti, 2000 ; Battaglini *et al.*, 2001a).

Toutefois, il faut noter que tout engagement politique n'est pas

que clientéliste, tout comme l'attitude clientéliste ne peut se passer de la lutte et du don de soi. G. Sainteny (1995) rappelle à ce sujet que les raisonnements utilitaristes ont été contestés notamment par P. Bourdieu qui fustige les « théories naïvement utilitaristes » et soutient que « la solidarité militante, l'effort même de la lutte, le sentiment du devoir accompli ou de pouvoir transformer le monde peuvent suffire à justifier un engagement militant » (1984 : 229). Dans ce sens, J. Mazzocchi explique que « certains de ces étudiants venus de Côte d'Ivoire sont à l'avant-garde des luttes étudiantes et des mobilisations sociopolitiques » (2006 : 92). Il en découle que les deux types d'analyses (utilitaristes et luttes) ne sont pas opposables, mais apparaissent plutôt complémentaires. Ces types de comportements politiques coexistent chez les descendants de migrants. Le lien entre l'engagement politique et les rétributions attendues inclut les récompenses matérielles et symboliques (Sainteny, 1995 : 477). Ces considérations aident à nuancer l'idée selon laquelle le clientélisme politique serait la seule explication de leur engagement politique.

Conclusion

Cet article s'est attaché à analyser le rapport au politique chez les descendants de migrants burkinabè en Côte d'Ivoire, selon une perspective transnationale. Ces jeunes de retour dans leur pays d'origine se perçoivent et se décrivent comme politiquement différents de leurs parents migrants. Il s'est agi de rechercher les facteurs explicatifs ainsi que les modes d'expression de cette rupture politique opérée par les descendants à l'égard des migrants. L'étude a montré que la rupture politique opérée dérive d'une part, de l'impact du nouveau contact avec le contexte sociopolitique burkinabè, et d'autre part, de leur volonté de s'émanciper des normes et représentations sociales et politiques héritées de leurs parents.

Les résultats de l'étude peuvent être regroupés en trois points principaux: d'abord, un discours explicatif des facteurs de la rupture politique, discours qui se construit sur fond de différenciation temporelle et spatiale entre descendants et migrants. Cette rupture montre le passage d'une génération à une autre, en faisant valoir la génération des descendants. Ensuite, la rupture politique est illustrée par des comportements militants. Il s'agit essentiellement de l'adhésion à la figure de Sankara après le rejet de celle de Blaise, et de l'engagement

syndical et associatif comme lieu de formation politique. Enfin, la rupture politique s'explique par l'ascension scolaire qui produit deux générations culturellement différentes, voire opposées dans la perception du politique et du rapport à la patrie. Dans cette dynamique, ces jeunes instruits affichent leur sentiment patriotique généré par le retour au pays d'origine.

Il en découle que l'engagement politique des descendants est un processus de réajustement continu où la conjoncture politique burkinabè apparaît comme une composante essentielle mais pas suffisante à tout expliquer. Sous l'influence du nouveau contexte sociopolitique burkinabè, ces jeunes adoptent des comportements politiques nouveaux, tout en mobilisant des apprentissages militants acquis en Côte d'Ivoire ou construits au Burkina Faso. Leur engagement politique se veut une émancipation de la soumission sociale, politique et religieuse reçues de leurs parents. Cette émancipation politique se nourrit aussi d'attitudes clientélistes.

Cette étude révèle d'une part, les stratégies d'inscription sociale des descendants revenus au pays d'origine, et d'autre part, les rôles sociaux qu'ils endossent en tant qu'acteurs de changement politique et social.

Références bibliographiques

Akines Francis et Fofana Moussa (2011), « Jeunesse, idéologisation de la notion de "patrie" et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire », *Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*, dirigé par F. Akines, Dakar, Codesria, p. 213-250.

Audrain Xavier (2004), « Du « "ndigël" avorté » au Parti de la vérité » Évolution du rapport religion/politique à travers le parcours de Cheikh Modou Kara (1999-2004), *Politique africaine*, n° 96, p. 99-118.

Battaglini Monica et al (2001 a), « Reconnaissance et coopération : quelle institutionnalisation de l'associationnisme ? Deuxième partie », *Associations transnationales/Transnational Associations*, vol 1, n° 3, p. 130-156.

Boukari -Yabara Amzat (2014), *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.

Bourdieu Pierre (1984), « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 52, n° 1, p. 3-14.

Cartier Marie et Spire Alexis (2011), « Approches générationnelles du politique », *Politix*, n° 96, p. 7-15.

- Chauveau Jean-Pierre** (2005), « Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernementalité locale en pays gban (Côte d'Ivoire) », *Afrique contemporaine*, n° 214, p. 59-83.
- Coulibaly Sidiki et al.** (1980), *Les migrations voltaïques*, Tome I, *Importance et ambivalence de la migration voltaïque*, Ottawa, Ont., CRDI.
- Damiba François-Xavier** (2016), *Risque et prudence des Moosé du Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.
- De Singly François** (2005), *Le soi, le couple et la famille*, Paris, Armand Colin.
- Kibora Ludovic** (2019), « Corruption, clientélisme et démocratie locale au Burkina Faso », *Démocratie par le bas et politique municipale au Sabel*, dirigé par S. Hagberg et al., Forum for Africa Studies, Uppsala University, p. 75-88.
- Lardeux Laurent** (2018), « Engagement transnational des descendants d'immigrés : carrières militantes et "rapport aux origines" », *Cultures & Conflits*, n° 109, p. 61-82.
- Le Meur Pierre-Yves** (2005), « L'émergence des « jeunes » comme groupe stratégique et catégorie politique dans la commune de Ouessè, Bénin », *Afrique contemporaine*, n° 214, p. 103-122.
- Madore Frédéric** (2013), *Islam, politique et sphère publique à ouagadougou (burkina faso) : différentes cohortes d'imams et de prêcheurs entre visibilité nouvelle et reconfiguration des rapports intergénérationnels (1960-2012)*, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval dans le cadre du programme de maîtrise en histoire pour l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.), Département d'Histoire, Faculté des Lettres, Université Laval, Québec.
- Madore Frédéric** (2016), « Islam, médias, mise en place du Sénat et article 37 de la Constitution: changement de paradigme au Burkina Faso (1991–2014)? », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, vol 50, n° 1, p. 7-27.
- Mazzocchetti Jacinthe** (2006), « "Quand les poussins se réunissent, ils font peur à l'épervier". Les étudiants burkinabè en politique », *Politique africaine*, n°101, p. 83-101.
- Mazzocchetti Jacinthe** (2009), *Être étudiant à Ouagadougou. Itinérances, imaginaire et précarité*, Paris, Karthala.
- Mazzocchetti Jacinthe** (2010), « Entre espoirs et désillusions : représentations politiques des étudiants burkinabè », *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, dirigé par M. Hilgers et J. Mazzocchetti, Paris, Karthala, p. 205-222.
- Mazzocchetti Jacinthe** (2014), « "Le diplôme-visa". Entre mythe et

- mobilité», *Cahiers d'études africaines*, n° 213-214, p. 49-80.
- Michon Sébastien** (2010), « Études et engagement politique: l'interdépendance des carrières militantes et étudiantes », *Cultures étudiantes*, dirigé par Y. Neyrat, Paris, L'Harmattan, p. 41-53.
- Mutti Antonio** (2000), « Particularism and the Modernization Process in Southern Italy », *International Sociology*, vol 15, n° 4, p. 579-590.
- Muxel Anne** (2001), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Sainteny Guillaume** (1995), « Militantisme et rétribution: à la recherche d'un modèle théorique », *Espace temps*, vol 57, n° 1, p. 130-136.
- Pogorowa Jérémie** (2020), *Retours à Ouagadougou des étudiants burkinabè de Côte d'Ivoire : projet migratoire et stratégies d'inscription sociale*, Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.
- Pogorowa Jérémie** (2022), « Retour au pays d'origine et réévaluation du rapport à soi et aux autres », *Revue della/ Afrique*, vol 4, n°11, p. 398-415.
- Segalen Martine et al.** (2011), « Entre la première et la seconde génération, comment faire famille? », *De l'Afrique à la France. D'une génération à l'autre*, dirigé par J. Barou, Paris, Armand Colin, p. 65-90.
- Taboada-Leonetti Isabel** (1989), « Stratégies identitaires et minorités dans les sociétés pluriethniques », *Revue internationale d'action communautaire*, vol 21, n° 61, p. 95 - 107.
- Touraine Alain** (2015), *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil.
- Vanvyve Adrienne** (2016), « L'érosion de l'autorité musulmane à Ouagadougou: le discours de militants de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans au Burkina », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, vol 50, n°1, p. 29-44.
- Zongo Mahamadou** (2010), « Migration, diaspora et développement », *Les enjeux autour de la diaspora burkinabè. Burkinabè à l'étranger, étrangers au Burkina Faso*, dirigé par M. Zongo, Paris, L'Harmattan, p. 15-43.